

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

10 AU 16 SEPTEMBRE 1992

N° 879

10,00 F

Maas... triche l'Europe des riches

EDITORIAL

Vote aveugle

Le bulletin à la main, le regard fixé sur la ligne bleue des Vosges, l'électeur français attend au rythme des sondages le dimanche 20 septembre, date retenue pour dire « oui » ou « non » au traité de Maastricht. Pour faire patienter le citoyen, la République s'emploie par presse interposée à assener les arguments des pro- et anti-Maastricht. Pendant ce temps, sans grand écho journalistique, des militants séparatistes basques, prétendus membres de l'ETA et leurs soutiens hexagonaux, les ayant hébergés, se trouvent pris dans la nasse d'une répression policière qui fait injure à l'idée que l'on se fait de la France, pays des droits de l'homme, et d'une nouvelle Europe où circulerait librement les hommes et les idées.

Actuellement, à l'heure du laitier, en France, on renoue avec des méthodes dignes de Vichy, et ceci en toute bonne conscience... démocratique, au nom de l'union européenne. C'est inacceptable !

Maastricht est un leurre, un faux problème, un amuse-gueule. L'Europe des individus, des peuples et des libertés reste à construire par une action militante constante.

Les projets doivent se forger avec le cœur et non par calculs technocratiques servant les Etats, les banques et les trusts.

Et puis, que diable ! Maastricht n'est pas tout, et le monde ne s'arrête pas aux frontières de la CEE. A bas l'euro-péno-centrisme !



A PRES cinq cents années d'hégémonie mondiale, de colonialisme culturel, politique et économique, (de toute façon, aucun ne va sans l'autre), les Etats les plus pourris, pilliers, menteurs, voleurs et meurtriers de la planète parachèvent pompeusement leur programme d'unification. Nos chefs d'Etat ont bien raison de penser que s'acquiescer à douze est plus efficace qu'à tout seul. Sur les douze pays en voie d'unification, dix sont des puissances impérialistes dont l'œuvre colonisatrice est directement à la source de toutes les guerres des cinq derniers

siècles. En quoi voter « oui » impliquerait-il la paix éternelle pour des siècles et des siècles, amen ? Nos chefs ne nous feront plus nous battre entre nous, c'est tout ; pour ce qui est de piller les autres, rien ne sera changé. La seule chose, c'est qu'on ira ensemble ; ça coûtera donc moins cher, ça durera moins longtemps... quelle économie ! Le Parti socialiste ne ment donc pas quand il dit que le « oui » est un progrès pour la France.

Le plus étrange dans cet internationalisme étatiste (goutez le non-sens), c'est qu'on nous demande de voter oui à l'Europe pour que la France puisse être dans une position dominante. Encore plus drôle, dans les autres pays aussi, on a tout bien expliqué aux gens qu'être européen, c'était vachement positif pour que le pays ait une position dominante, parce qu'il faut bien se mettre dans la tête que les onze autres sont sornois et vereux et ne font rien qu'à essayer de tirer tous les avantages pour leurs pêcheurs, leurs paysans, leurs petits commerçants, leurs PME-PMI. Partie comme ça, l'Europe unie verra-t-elle vraiment la fin des guerres fratricides ?

Vous aurez tous remarqué que sur ses affiches, le PS reste assez vague sur cette pacification providentielle de l'Europe. En fait, il doit s'agir des guerres officielles que les Etats se déclarent parfois entre eux pour satisfaire tel ou tel « intérêt supérieur ». Va-t-on, grâce au traité de Maastricht voir

les forces d'occupation anglaises se retirer de la partie nord de l'Irlande ? Est-il bien certain que les frontières partitionnaires en Ulster ou au Pays Basque deviendront des havres de paix sans aucun flic et sans contrôle ? Si vous avez des collègues socialistes, posez leur la question (en général,

ils n'aiment pas). De toute façon, les Etats-nations tels qu'ils sont dessinés aujourd'hui ne sont pas remis en question par le traité d'unification. Mieux, la France, pour être en position de signer ce traité, a modifié sa constitution pour officialiser sa mainmise sur

(suite p. 3)

BALKANISATION

Le merdier yougoslave

DE bons esprits, naïfs pour quelques-uns, manipulateurs pour la plupart, tentent de masquer les responsables du conflit yougoslave. Certains accusent les Serbes, d'autres les Croates, tous s'accordent à légitimer une intervention militaire extérieure à divers degrés dans le plus pur style colonialiste, n'osant pas le dire mais faisant comme si ces malheureux Yougos étaient décidément incapables de se comporter comme des civilisés. Les civilisés de la guerre du Golfe ! Et c'est vrai que les populations balkaniques s'entre-déchirent ; mais qui a détourné leurs ressentiments, qui a fomenté leurs haines, qui les a conduit sur le chemin de la guerre ?

La Yougoslavie est un pays-clé. Les nouveaux moyens de communication, et notamment l'aviation, ont quelque peu réduit l'importance de cette voie de passage entre le nord et

le sud de l'Europe (l'accès à la Méditerranée pour le monde germanique), entre l'ouest et l'est (l'accès à l'Asie pour l'Occident), mais les ports du Danube ou de l'Adriatique restent vitaux pour ceux qui veulent

contrôler l'ensemble des Balkans. De plus, la situation économique de la Yougoslavie, si elle n'est pas très prospère, est moins catastrophique que celle de plusieurs pays de l'ancien bloc de l'Est comme la Pologne ou la Roumanie. L'endettement de l'Etat yougoslave est moyennement important (dette nette

de 10,4 milliards de dollars en 1990, contre 20,8 pour la Hongrie et 40,5 pour la Pologne), surtout s'il est rapporté au montant des exportations, lesquelles permettent le remboursement. La structure industrielle est solide dans des régions comme la Slovaquie, les centres urbains de Croatie ou de Serbie, même si des régions comme le Kosovo sont proches du sous-développement. Le chômage est depuis longtemps considérable en Yougoslavie mais il est compensé par les devises que rapportent les travailleurs immigrés et le tourisme. Contrairement aux autres pays de l'Est, la Yougoslavie avait beaucoup de rapports politico-commerciaux avec l'ensemble du monde, et à peine un quart de son commerce extérieur se faisait avec les pays de l'ex-COMECON. Bref, au delà de la déprime conjoncturelle

(suite p. 5)

Lisez, diffusez...

« Maastricht abstention »
supplément gratuit (2 pages)
au « Monde libertaire » n° 878
Disponible uniquement auprès
des groupes de la FA

Nouvelle grille des programmes
de Radio Libertaire
(89.4 FM)
jeudi 17 septembre
dans
« le Monde libertaire » n° 880

T2137 - 879 - 10,00 F



F° P. 2520

La substance la plus polluante de la planète : l'inégalité

A quelques jours du référendum sur l'Europe de Maastricht, il est un ouvrage dont la lecture peut faire réfléchir sur l'Europe (et le monde) que nous souhaitons, alors même qu'il ne parle ni de Maastricht ni de l'Europe. Il s'agit de L'Utopie verte - écologie des pauvres, écologie des riches, de Philippe Paraire, paru en mai dernier dans la série « Pluriel - intervention », chez Hachette.

L'UTOPIE VERTE traite du tiers monde à travers une réflexion centrée sur l'écologie et la pensée écologiste pour nous mettre en garde contre la dérive écotecnocratique, qui semble être la voie choisie par les Etats et les transnationales des pays du Nord pour intégrer les nécessités écologiques dans leur volonté d'hégémonie. L'utopie verte serait en effet, pour reprendre les termes de Philippe Paraire, « la énième catastrophe théorique et pratique que l'Occident aurait servie au monde si la pire de ses applications l'emportait finalement : celle d'un monde riche nettoyé, vivant dans une opulence relative, et qui aurait réussi à repousser vers le Sud les déchets de sa vie fastueuse. »

Contre une « écologie globale », qui prétend imposer aux pauvres des

dépenses supplémentaires sans en même temps prévoir le financement des actions de nettoyage de leur mode de développement, Philippe Paraire, enseignant, docteur en philosophie, qui parcourt le monde du Sud depuis de nombreuses années, défend une écologie radicale qui fait face aux conceptions frileuses

« Not in my back yard »

des environnementalistes et de l'écologie de type NIMBY (« Not in my back yard » - Pas dans mon jardin), qui concentre la critique sur les égoïsmes écologiques locaux, et qui situe le problème écologique de la planète au niveau de celui des fondements idéologiques, des structures économiques, des contentieux historiques non résolus qui

structurent l'évolution économique du mode de développement nordiste. « L'écologie radicale, comme l'indique son sens étymologique, se doit de prendre le problème écologie « à la racine », c'est-à-dire au cœur du système de répartition des ressources, ce mode de développement productiviste ultra-libéral qui prend corps en cette fin de siècle. » Car « prétendre réformer les défauts de ce type de développement relève d'une utopie beaucoup plus irréaliste encore que celle qui consiste à penser le remplacement, dans le cadre d'une écologie radicale, par un type de développement réticulaire, c'est-à-dire atomisé, démodélisé, démocratisé et féminisé. » Contre une écologie des riches, c'est à une écologie des pauvres qu'en appelle Philippe Paraire.

On le sait, les pays pauvres peuvent, en faisant le choix d'un « développement sale » (le seul à leur portée), réduire à zéro les efforts d'assainissement des riches. Et ces derniers, appuyés par l'écologie globale des transnationales, mettront à l'index les récalcitrants du « développement durable » que sont les pays pauvres, tout simplement parce que le véritable dessein des transnationales et des pays du Nord n'est pas tant de nettoyer la planète pour le profit de tous les hommes

que de s'ouvrir de nouveaux marchés en proposant aux pays « nouvellement industrialisés » le renouvellement de leur appareil de production.

L'écologie globale est dénoncée par Philippe Paraire comme un nouveau danger totalitaire, car elle désire répartir à nouveau les rôles au plan mondial. Au nom de la « gestion

Un nouveau danger totalitaire

rationnelle des ressources », elle présente l'aspect technologique du problème comme celui à traiter en premier, sans jamais poser la question de la répartition des ressources et du sens de ce type de développement. Elle est violemment antinationaliste (les règlements locaux doivent céder devant la logique du « global »). Elle a repris au projet anarchiste la notion d'« extinction de l'Etat », non pas dans l'optique libertaire de libération de l'homme mais pour ouvrir les portes aux transnationales qui butent sur les règlements protecteurs de certains pays pauvres. Elle veut briser les frontières non pas pour la libre circulation des individus mais pour que les transnationales puissent, sans contrainte, déplacer des fonds, transmettre des informations, des ordres, contrôler leur production et leur personnel.

Parallèlement, face à l'« explosion démographique » des pays du Sud, les pays du Nord prendront pour ce qui les concerne des mesures de protection visant à interdire le passage de leurs propres frontières aux émigrés du tiers monde, chassés de leurs pays par le chômage, les famines, les dictatures, les pollutions. Ils construiront ainsi autour de leur monde confortable « une grande muraille, qu'elle soit faite de missiles ou de visas ».

Face à ce danger, et constatant que le développement conçu par l'Occident n'a été que l'occasion d'un pillage rationalisé des pays pauvres sous couvert d'assistance technique, la définition de nouvelles formes de développement économique et de solidarité internationale est un impératif de la raison autant que de la morale. Une écologie recentrée sur les questions économiques et sociales pourra seule aider à remettre en cause le développement destructeur. Philippe Paraire propose plusieurs mesures, dont la première est l'abandon immédiat du paiement de la dette des pays pauvres. Ce serait même au Nord, rappelle-t-il, de payer une « dette coloniale » au Sud, « pour les trente millions de Noirs emmenés en esclavage, les quinze millions de morts des guerres coloniales du XX^e siècle, les millions

de morts de faim du tiers monde d'abord colonisé, aujourd'hui exploité, les millions de vies gâchées, passées à servir l'homme blanc ou son valet local, pour enrichir les fonctionnaires corrompus, les faux coopérants, les experts marrons, les roitelets et les dictateurs. » Il faudra également abandonner les hautes technologies agricoles polluantes et asservissantes, favoriser les solutions intermédiaires, établir rapidement des objectifs sociaux au développement économique, recentrer l'aide sur les femmes en favorisant l'alphabétisation, « débrancher » le système d'aide tentaculaire asservissant et générateur de dettes, favoriser la coopération Sud-Sud, déconnecter la recherche scientifique des objectifs high tech... Quant aux pays riches, il leur faudra évidemment réduire sensiblement leur consommation, car l'abondance pour tous, telle que la connaissent les pays du Nord, est absolument inaccessible.

Ce qui fait la force de l'analyse de Philippe Paraire, c'est la manière dont il montre que la crise écologique est le témoin d'une crise de structure, que « la planète n'est pas souillée

Réduire la consommation

par l'industrie mais par une politique industrielle productiviste et destructrice, fondée sur des hiérarchies au plan mondial », et que si le moment est venu de modifier les orientations générales du développement de l'humanité, « ce n'est pas simplement parce que moralement celui-ci serait devenu insupportable, mais parce que, dans son fonctionnement même, la Nature souffre de l'inégalité qui existe entre les hommes : tous les problèmes écologiques sont des problèmes de répartition. »

[...] On pense le plus souvent que l'injustice heurte la morale, la raison, que les inégalités sont une catégorie de la charité. Erreur ; et il y a là, d'ailleurs, de quoi espérer vraiment, pour la première fois : l'organisation inégalitaire du monde dérange des équilibres physiques, chimiques, biologiques. Pour la première fois peut-être, une répartition plus équilibrée des ressources entre les hommes est appelée non par les rêves généraux de quelque philosophie du partage, mais par la réalité elle-même. [...] De loin, de très loin même, la substance la plus polluante de la planète est l'inégalité.

Henri Manguy

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) : 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

SUR LES ONDES

« Idées Noires »
émission des groupes
FA de Lyon
sur Radio Canut
(102.2 FM)
chaque mercredi
de 21 h à 22 h
...
Nouveauté
sur Radio Libertaire
« Histoire sociale »
Première émission
avec le CIRA
samedi 12 septembre
de 22 h à minuit

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Maas... triche

L'Europe des riches

RENDEZ-VOUS

CAMPAGNE EN FAVEUR DE L'ABSTENTION AU RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

• **SAINT-ETIENNE**
Vendredi 11 septembre - 20 h
Bourse du Travail, salle Sacco et Vanzetti, meeting organisé par le collectif libertaire et le groupe Nestor-Makhno de la FA.

• **LYON**
Samedi 12 septembre - 16 h
Librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, quartier de la Croix-Rousse, réunion-débat à l'initiative des groupes FA lyonnais.

• **TOULOUSE**
Samedi 12 septembre - 11 h
Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, conférence de presse du groupe FA.

• **PARIS**
Mardi 15 septembre - 20 h 30
AGECA, 177, rue de Charonne (M° Alexandre-Dumas), 75011 Paris, meeting de l'Union régionale parisienne.

• **BORDEAUX**
Mercredi 16 septembre - 20 h 30
Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, rencontre-débat à l'initiative du groupe Emma-Goldman.

• **RENNES**
Jeudi 17 septembre - 20 h 30
Maison de quartier de Villejean, Réunion-débat animée par le groupe de Rennes.

Vincent

BOYCOTT CÉNÉTISTE

Cette Europe ne nous concerne pas

Ce mois-ci, nous sommes amenés à nous prononcer sur le traité de Maastricht.

La propagande des pro-européens est construite autour d'un argument imparable : faire disparaître les frontières et unir dans un avenir radieux des pays qui se sont si souvent affrontés. Qui ne pourrait se réjouir de telles ambitions ?

L'Europe qui se construit, depuis le traité de Rome, n'a rien à voir avec cet objectif de paix, d'amitié et de coopération entre les peuples. Il s'agit pour les gouvernants européens de construire un marché, une communauté économique, une monnaie unique... Bref, tout ce qui fait le capitalisme, avec son accompagnement « social » habituel : chômage, précarité, misère... Il est significatif d'entendre plus parler de défense européenne, de coopération policière, que de protection sociale, de partage des ressources. Leur Europe n'abat des frontières que pour mieux en construire une autre, plus grande, plus forte, plus compétitive. Ce nouveau supra-Etat pourra ainsi participer à armes égales avec les autres géants capitalistes au pillage de la planète.

Quant aux tenants du non, leur nationalisme cocardier (de droite ou de gauche) ne laisse présager rien de bon : la grandeur de la France a des relents immondes.

Nous devons refuser de participer à de telles manœuvres politiques qui ne visent qu'à dissimuler la réalité derrière un rideau de fumée bien opaque. En rejetant ce faux débat et son cortège de magouilles, nous ne nous mélangerons ni avec les capitalistes triomphants, nouvelle mouture, ni avec les nostalgiques d'un ordre français.

Boycott du référendum !

Union locale CNT de Bordeaux

UL-CNT, Bourse du Travail, 34/42, rue de Lalande, 33000 Bordeaux. Tél. : 56.92.63.58.

Lisez, diffusez...

« Les anarchistes et la construction européenne »
La Brochure anarchiste n° 5

Prix : 15 F (port non compris)
(chèque à l'ordre de Publico)

Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M° Oberkampf) 75011 Paris

(suite de la « une »)

tous ses territoires. Le français est devenu la seule langue officielle constitutionnelle, ce qui n'était pas le cas avant. On comprend mal dans ces conditions ce que peuvent bien attendre de l'unification européenne les autonomistes et nationalistes occitans et catalans qui ont appelé à voter oui (notez que cette modification de la constitution n'est pas en question dans ce référendum).

Il serait bien naïf de s'imaginer que la décentralisation à l'échelle européenne aboutira à une Europe de régions libres de leurs décisions comme le prétendent certains politiciens écologistes.

En système capitaliste libéral, la décentralisation se pratique toujours de façon dirigiste et centralisée, et dans tous les cas, comme on l'a vu en France avec Gaston Deferre, elle se fait toujours au profit des riches. La décentralisation a surtout permis aux promoteurs de s'enrichir en détruisant le littoral et en aggravant la situation de l'économie rurale. A l'échelle européenne, la spéculation se fera en ECU et par delà les frontières, transformera les régions pauvres qui ont la chance d'être au soleil et en bord de mer, en véritables bronze-culs industriels, et les régions rurales loin de la ville et des ouvriers, en repaires à riches et autres faux campagnards. De véritables Costa Géiatrica continueront à se créer comme sur la côte normande ou la côte nord du Pays de Galles. La

décentralisation des capitalistes se fait à leur profit (cela prouve au moins que le système ne fonctionne pas si mal que ça, vu qu'il est fait pour ça).

L'Etat européen sera à l'image de celui des USA, lointain, impalpable, mais omniprésent à travers un règlementation et une « directivisation » outrancière de nos vies quotidiennes. Qui dit lois, dit police ; la criminalisation des militants anti-capitalistes, et particulièrement anarchistes et autonomes dans tous les pays européens n'est pas étrangère à la préparation d'un système qui acceptera encore moins qu'aujourd'hui d'être contesté par la rue. Plus de squatts, plus de grèves dures, d'occupations de sites en danger. Tout a déjà commencé, tout est en place. Les grévistes sont des saboteurs, les casseurs des casseurs, les hébergistes de Basques des terroristes internationaux, les anti-nucléaires et autres anti-

militaristes, anti-tunnel du Sarnport des gens haineux et aigris, des inadaptés du progrès, et qui plus est, d'une rare mauvaise foi. Bref, le pouvoir et sa propagande nous ont tous définitivement catalogués comme des agents du complot mondial saddamo-castriste... maintenant que Moscou ne paye plus.

Cette Europe, qui entend mettre en commun son savoir-faire capitaliste pour piller le tiers-monde encore plus et mieux, tout en brisant toute velléité de rébellion collective à l'intérieur de ses frontières, est notre ennemie et nous avons bien l'intention de la combattre avec autant de haine que nous en avons pour combattre la France.

Ce changement d'institution n'est que l'officialisation de l'aménagement déjà opéré d'une forme d'organisation étatique devenue désuète et mal pratique pour les patrons et autres décideurs. Le pouvoir européen

Communiqué de l'Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste

La FA appelle à une abstention active au référendum du 20 septembre 1992...

Si vous voulez en savoir plus sur l'Europe de Maastricht, écoutez « Libertaire-Infos », de 20 h 30 à 21 h, du 7 au 14 septembre, sur Radio Libertaire-Paris (89.4 FM).

A travers quelques thèmes tels que : le travail, la police, la justice, les femmes, l'économie, le fédéralisme... des militants tenteront d'expliquer quelle Europe se met en place.

TRAVAIL DE NUIT

L'Europe ordonne, la France obéit... les femmes trinquent

FIGUREZ-VOUS qu'il est « discriminatoire » de ne pas travailler la nuit ! C'est en s'appuyant sur une directive de 1976, qui pose le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, que la Commission européenne de Bruxelles a mis en demeure le gouvernement français, en décembre 1991, de lever un interdit adopté par l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1948, concernant le secteur de l'industrie. Les « socialauds » français ont obtempéré en février 1992. Quel courage !

Vous vous sentiez « discriminées », vous ? Pas moi (du moins pas sur ce sujet-là). Pourrait-on attendre la même fermeté de la part de Bruxelles en ce qui concerne le droit de choisir ses maternités par exemple ? Il faut dire que les hommes n'avont pas, et... que les enjeux économiques sont différents ! Rappelons qu'en 1988, la firme allemande SUMA-BASF a saisi la Cour européenne de Justice dans un

conflit qui l'opposait à la CGT sur le travail de nuit, imposé à soixante dix-sept ouvrières. Que croyez-vous qu'il advint ? C'est le patron qui gagna. Et l'on s'empressa de dénoncer la convention de 1948... Merci l'Europe ! Voilà qui augure bien des magnifiques conditions de travail qui se profilent à l'horizon de l'après-Maastricht.

Car il ne s'agit pas d'égalité. Il s'agit de la dégradation des conditions de travail, de la nuisance du travail de nuit pour les hommes comme pour les femmes.

Les 16 et 17 mars 1991, lors des rencontres organisées par le Collectif « Le travail de nuit, ça nuit, ça morcelle la vie », des biologistes ont rappelé les conséquences très... égales pour les femmes, comme pour les hommes, du manque de sommeil : troubles de l'appétit (boulimie, anorexie), troubles digestifs (gastralgies, ulcères), troubles cardio-vasculaires (tachycardie, tension artérielle) et, bien sûr, troubles psychologiques (surémo-

tivité, agressivité), tout en rappelant que jamais une heure de sommeil diurne n'est aussi réparatrice qu'une heure de sommeil nocturne.

Nous ne tomberons donc pas dans le piège hypocrite de ceux qui prétendent offrir une liberté supplémentaire aux femmes en leur « permettant » de venir perdre leur sommeil et leur santé pour surveiller les précieuses machines qui rentabilisent l'entreprise jour et nuit. Ce n'est qu'un exemple !

Nous connaissons bien la « liberté », ô combien « enviable », de celles qui dans l'industrie, et ailleurs, mères célibataires souvent, « choisissent » de travailler la nuit et d'élever leurs enfants le jour, parce que la crèche est trop chère ou trop loin.

Assez de mensonges ! C'est clair : le travail de nuit est une régression sociale. De là à penser que l'Europe qu'on nous prépare est inhumaine...

Yolaine Guignat
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

« 500 ANS DE RÉSISTANCE INDIENNE, NOIRE ET POPULAIRE EN AMÉRIQUE »

L'Internationale indienne

Ronald Wright, pour la rédaction de son livre intitulé *Continents volés : l'histoire indienne*, paru en 1992 chez l'éditeur britannique John Murray, s'est entretenu avec Rigoberta Menchú, adhérente au Comité d'Unité Paysan (CUC) du Guatemala et une des porte-parole du Conseil International des Traités Indiens (IITC) à l'ONU.

Celle-ci est réfugiée au Mexique en raison des persécutions, des massacres et des tortures perpétrées par l'armée guatémaltèque au début des années 1980 à

l'encontre de sa famille, d'origine maya quiché.

Elle a été choisie comme candidate au prix Nobel de la paix 1992 par les délégués de la campagne continentale « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire » en Amérique.

Elle donne ici les lignes force de cette campagne à la suite d'une question sur les commémorations étatiques de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, qui se déroulent dans les pays latino-américains, nord-américains et européens.

CES différents pays essaient de présenter le cinquième centenaire comme si c'était la « rencontre » de deux mondes, de deux cultures, comme s'ils commémoreraient le commencement de ce qu'ils considèrent être le progrès et le développement, et l'histoire de l'Amérique latine.

Mais la conquête n'est pas seulement quelque chose qui a eu lieu dans le passé ; c'est un processus continu. Nous aimerions qu'une mise au point correcte soit faite sur les événements actuels. Je me réfère spécialement aux graves violations des droits de l'homme que subissent nos peuples (au Guatemala, il y a plus de 50 000 veuves, à 80% indiennes, mères de 5 à 6 enfants, maltraitées par la guerre [1], expulsées de leur maison). Ce sont ces réalités qui ne peuvent rester en dehors du discours sur le cinquième centenaire.

Nous pensons que pour la première fois, nous les Indiens, nous aurons au moins l'occasion de nous exprimer. Durant ces 500

années, il y a eu des études valables, des analyses et l'accumulation de données, mais je suis sûre que les Indiens n'ont pu que très peu s'exprimer par eux-mêmes. Et chaque fois que nous avons tenté de parler, cela a été une surprise pour beaucoup de gens non indiens, comme si les Indiens ne devaient ou ne pouvaient agir de la sorte (2). La

« Ils nous ont volé nos terres. Ils nous ont privé d'une grande part de notre vision de la vie... »

discrimination est très forte dans nos pays et pas seulement au Guatemala (3). Mais, nous, les Indiens, avons résisté durant cinq siècles parce que nous sommes les anciens propriétaires de ce continent.

Ils nous ont volé nos terres. Ils nous ont privé d'une grande part de notre vision de la vie et de l'univers. Les Indiens ne considéraient pas la nature comme séparée de leur

propre vie. La terre-mère est une ressource économique (la base de la survie économique), mais elle est aussi source de culture, elle est notre mémoire historique, nos racines et aussi l'unique raison pour laquelle l'héritage maya existe encore aujourd'hui. Et dans notre lutte, le facteur le plus important, celui qui a généré le plus de conflits, est le problème de la terre : son injuste distribution, son utilisation abusive par l'épandage de toutes sortes de produits toxiques. C'est un droit historique des Indiens que de posséder une partie de ce continent. La grande majorité d'entre nous vit sur la terre et de la terre.

Je crois que nous avons commencé à avancer vers une nouvelle conception du développement, vers un mode différent de développement. Jusqu'à présent, le développement a fait partie de la mentalité et des intérêts de groupes minoritaires qui se sont enrichis grâce à notre territoire (dans le cas du Guatemala, 2% de la population totale détient 75% des terres les plus fertiles). Par le

contrôle du commerce extérieur des produits agricoles et des richesses, ils se sont enrichis et ont instauré, à un niveau très élitiste, leur propre idée de « démocratie ». Mais que signifie pour nous ce type de démocratie ? Est-ce de la démocratie que de vivre dans les pires conditions ? Que de recevoir un salaire qui permet rarement de survivre ? C'est un esclavage virtuel sur nos propres terres. Il y a trop de morts, trop de crimes, trop de destructions, trop d'atteintes à notre culture. Nous avons été forcés tant de fois à étouffer nos valeurs. Bref, le cinquième centenaire doit mettre en lumière les grands maux de notre continent.

En recherchant la vraie démocratie, le vrai développement et en s'assurant que les indigènes et les colons commenceront au moins à coexister, nous pourrions ainsi créer les conditions qui permettront une véritable rencontre de deux mondes, de deux civilisations.

Ce qui nous intéresse, c'est l'Indien d'aujourd'hui et de demain. Pourquoi devons-nous simplement survivre ? Parce que nous devons développer notre ancienne culture et l'offrir comme contribution à la race humaine. Je suis allée plusieurs fois rendre visite aux Indiens hopis, navajos et sioux aux Etats-Unis. Franchement, nous avons beaucoup de choses en commun, et par-dessus tout, notre vision du monde, nos valeurs, qui dans nos pays ont subi tant de destructions, mais qui continuent et persistent encore. Je pense qu'il y a beaucoup de choses que les Indiens doivent apprendre les uns des autres. Par exemple, quand les réfugiés guatémaltèques (en grande majorité indiens) ont fui vers le Mexique, ils ont reçu l'hospitalité, la coopération et la solidarité de leurs frères indiens de

Nous sommes fatigués de la discrimination. Au Guatemala, nous, les Indiens, sommes 65% de la population totale ; si nous existions, ce n'est pas parce que nous étions aimés, mais parce que nous avons appris à tenir ferme, à former nos propres organisations, à construire ce futur que nous désirons tant. Et cela nous a coûté cher (tant de morts), mais malgré cela, nous avons le futur devant nous. Notre souhait est que le conflit se termine sur la base de la justice, de l'égalité et d'un changement significatif des structures qui nous ont dominés jusqu'à présent et imposés les conditions dans lesquelles nous vivons.

Rigoberta Menchú
Traduction de Xavier Merville
(gr. Ubu - Paris)

Notes du traducteur :

- (1) En 1954, le gouvernement civil, élu, a été renversé par une force militaire, le Mouvement de libération nationale, organisée par la CIA, à la suite des protestations de la multinationale United Fruit quant au prix de rachat d'une partie de ses terres par l'Etat guatémaltèque. Depuis, l'armée et l'oligarchie terrienne, imbriquées, dirigent le pays d'une main de fer. La répression a surtout frappé les villes dans les années 50. Des guérillas nationalistes, puis marxistes et indiennes, sont apparues au cours des années 60. Dans les années 80, pour détruire les organisations indiennes et paysannes en expansion, l'armée a pratiqué un véritable génocide en rasant des centaines de villages, en parquant la population, ethnies mélangées (ne se comprenant pas), dans des villages modèles, provoquant l'exode de centaines de milliers de réfugiés vers le Mexique, la capitale et les forêts. En nette diminution avec le retour à un gouvernement de façade civile, en 1985, les violations des droits de l'homme et des droits indiens progressent fortement depuis la grève des ouvriers saisonniers agricoles lancée par le CUC et l'occupation des entreprises agricoles par l'armée en 1990.
- (2) Les Indiens sont généralement considérés par les descendants des colons européens comme des êtres apathiques ou violents, en tout cas pauvres, ignorants et alcooliques.
- (3) Ou « indio » est une insulte courante, qui correspond à « abruti ».
- (4) Citons, par exemple, le cas des Bonis, tribu d'esclaves noirs fugitifs, pourchassés par les soldats hollandais en 1780 et réfugiés auprès des Indiens wayanas du Haut-Maroni (Guyane française) avec lesquels il s'allièrent. Les esclaves noirs fugitifs d'Amérique ont constitué des structures tribales propres et des cultures originales d'inspiration africaine. Ils ont adopté presque intégralement les techniques indiennes en matière d'agriculture, de chasse et de pêche. Leurs relations avec les Indiens étaient fondées sur le respect absolu de la liberté d'autrui, entièrement exemptes de prosélytisme et de désir de domination. Celles-ci n'ont eu aucun effet destructeur sur la vie sociale des Indiens.

« Au Guatemala, il existe aussi une véritable invasion des sectes fondamentalistes évangélistes... »

là-bas. La même chose pourrait arriver n'importe où sur le continent, et pas seulement entre Indiens (4). Il y a beaucoup de gens qui comprennent le langage des dictatures, de la répression, des disparitions, des assassinats, des expulsions.

Au Guatemala, il existe aussi une véritable invasion des sectes fondamentalistes évangélistes très liées à la droite nord-américaine. Elles ont commencé à envahir nos peuples, et tentent en effet de substituer à la « guerre de basse intensité » ou « guerre anti-communiste », comme on disait, la manipulation par la foi religieuse. Elles attaquent directement les racines des Mayas.

Février 1973, la révolte gronde à Wounded Knee (Sud-Dakota). Extrait du livre *La Voix de Wounded Knee*, CISIA, 1973.



Ecoutez un dimanche sur deux de 20 h à 22 h sur Radio Libertaire (89.4 FM) l'émission « Indiens sans plumes » animée par le Collectif Guatemala

Le merdier yougoslave

(suite de la « une »)

(forte inflation), la Yougoslavie était un concurrent possible et encore trop indépendant pour les capitalistes de l'Ouest.

La mainmise mondiale de l'empire américain et du nouvel empire européen passe par un dépeçage systématique des pays de l'ancien bloc de l'Est, à commencer par le premier d'entre eux, l'ex-URSS. Cette politique qui s'applique en ce moment et sauvagement à la Yougoslavie n'est pas nouvelle : la glorification de l'Etat-nation, des nationalismes et autres identités ethnico-culturelles fut dans cette région et dès le XIX^e siècle l'arme constante des dirigeants européens contre l'ancien empire ottoman, chacun tirant de son côté, l'Allemagne choisissant la Croatie et la France la Serbie. On sait où toutes ces rivalités sordides nous ont menés : au déclenchement de la boucherie de 1914-1918. Cette politique de division nationalitaire a toujours joué sur du velours dans les Balkans tant l'interpénétration des langues, des origines ethniques et des croyances religieuses pouvait constituer un assemblage susceptible d'explosion pourvu qu'on sache le secouer. Comme au Liban. Elle a toujours trouvé un relais politique sur place auprès des potentats locaux et de leurs esclaves. Comme au Liban. Il en va de même aujourd'hui.

Tito, l'ancien dictateur yougoslave, avait assez d'intelligence pour comprendre que sa puissance ne se maintiendrait que s'il parvenait à surmonter les tensions centrifuges, la rivalité serbo-croate, la présence de multiples minorités, l'opposition des religions catholiques, orthodoxes et musulmanes, la convoitise des voisins. D'où la création d'un système fédéraliste assez séduisant sur le papier mais inopérant en réalité car les enjeux de pouvoirs se chargeaient de le pervertir. A partir du moment où il y a une place à prendre, tous les moyens sont bons pour les dirigeants politiques ou économiques, ce qui fut le cas en Yougoslavie : les savants dosages de quotas ethniques ou nationalitaires avaient leur prix en subventions, en avantages, en prébendes ou en répression. L'époque titiste ne fut finalement qu'une parenthèse. Ainsi, une politologue a pu montrer sans peine que les résultats des récentes consultations électorales dans les diverses régions yougoslaves correspondaient presque totalement à ceux des premières élections de 1927 (1).

La mort de Tito menaçait donc l'édifice yougoslave d'effondrement, ce que l'agitation dans le Kosovo peuplé d'Albanais mais contrôlé par la Serbie laissait prévoir dès le début des années quatre-vingt. Mais c'est la chute de l'empire soviétique qui donna le coup de boutoir. Aussitôt, ce fut la curée qui vit s'allier ou s'affronter les dirigeants locaux entre eux et les dirigeants européens avec eux, les mêmes ou presque. Le tout au nom de la démocratie et de l'indépendance des peuples.

Car il est des choses qu'il faut rappeler : Milan Kucan, démocratiquement élu au suffrage universel direct comme premier président de la Slovénie en avril 1990, est l'ancien chef du parti communiste slovène : probablement un démocrate sincère ? L'équipe de l'actuel dirigeant serbe, Slobodan Milosevic, s'est contentée de changer le nom de l'ancien parti communiste, la Ligue des communistes, en Parti socialiste de Serbie. La Ligue des communistes de Croatie s'est rebaptisée en Parti du changement démocratique. En Slovaquie et en Croatie, l'Eglise catholique, majoritaire, encourage le séparatisme. Dans une lettre envoyée au printemps 1991 à l'épiscopat mondial, les évêques croates affirment que « l'Eglise soutient maintenant un

« C'est l'Etat allemand qui a proclamé la dislocation de la Yougoslavie. »

nouveau cadre politique fondé sur l'indépendance des nations" (2). La hiérarchie orthodoxe soutient l'Etat serbe. Alia Izetbegovic, élu président de la Bosnie-Herzégovine, est l'auteur d'un *Manifeste islamique* paru en 1990. La Ligue islamique, qui siège en Arabie saoudite, finance des séparatistes musulmans (3).

Tous ces gens-là, tous ces dirigeants, tous ces chefs qui ont troqué leur discours prétendument communiste ou autre pour la démagogie nationaliste, ont été élus au nom même des valeurs démocratiques prônées par les Occidentaux. Et par le système qu'ils préconisent. A partir de là, chacun pour soi et le capitalisme pour tous ! Les dirigeants locaux ont attisé le nationalisme et le séparatisme de leur région respective, intellectuels, folkloristes ou religieux à l'appui (4). Il serait donc absurde de chercher qui des chefs serbes ou des chefs croates ont commencé les premiers, ont été les plus démagogues, ont le plus trafiqué l'histoire.

Bien sûr, les dirigeants européens, servilement relayés par leurs lèche-bottes traditionnels, les médias, ont penché pour un camp yougoslave plutôt qu'un autre, conformément à leurs intérêts immédiats ou historiques. L'Etat allemand a dégagné le plus vite. A l'issue du sommet de Maastricht et de diverses réunions tenues fin 1991, les dirigeants allemands trahissaient leur promesse en annonçant sans plus attendre la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie. Autrement dit, c'est l'Etat allemand qui a proclamé la dislocation de la Yougoslavie. La riche et germanisante Slovénie ! La Croatie avec ses ports sur l'Adriatique et son passé de collaboration nazie ! L'Allemagne qui vend directement ou par pays interposé (Singapour, par exemple) des armes aux différents guerriers yougoslaves ! N'oublions pas que le fusil *Armbrust* utilisé par



les fameux *snipers* est fabriqué par MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blohm)... (5)

Les autres pays européens n'ont eu qu'à emboîter le pas, ergotant à peine sur les conditions selon eux non remplies par l'Etat de Bosnie-Herzégovine pour accéder à l'adoubement international. Certes, chez eux, il peut y avoir des sous-rivalités internes. En France, par exemple, la droite et l'extrême-droite soutiennent ouvertement les Croates, la gauche plus ou moins discrètement les Serbes. Mais cela n'entache pas la sournoiserie du jeu géopolitique, au contraire, cela embrouille un peu plus les cartes. Enfin, les uns et les autres ne sont pas fâchés de liquider idéologiquement les principes d'autogestion, de fédéralisme, de non-alignement et de tiers-mondisme que l'Etat yougoslave prétendait appliquer et qu'il représentait peu ou prou auprès des peuples.

Après tout cela, les bonnes âmes viendront nous présenter l'Europe de Maastricht comme étant un moyen de mettre un terme à la guerre en Yougoslavie ! C'est vraiment se moquer du monde, et surtout du peuple yougoslave qui paie par le sang leurs sinistres manipulations. Quant aux dirigeants américains bienheureux du merdier européen, ils s'efforcent de saboter les moindres tentatives de paix.

La « purification ethnique » est une belle saloperie, la revendication

indépendantiste aussi car, qu'on le veuille ou non, elle suppose des frontières : or ceux qui se réclament de telle ou telle ethnie, de telle ou telle religion, sont tellement mélangés les uns avec les autres, la mosaïque est si complexe en Yougoslavie qu'il est matériellement impossible de tracer ces frontières de manière satisfaisante pour un Etat-nation.

« La consultation [...] n'est même pas garante de la fraternité »

La consultation démocratique n'est même pas garante de la fraternité des habitants : l'Etat serbe de Slobodan Milosevic a ainsi encouragé les Serbes du Kosovo à se constituer en communes partout où ils étaient suffisamment nombreux. En effet, « de telles créations sont possibles, dans le système yougoslave, sur « initiative des citoyens » et référendum dans le territoire concerné » (6). Ce qui fut fait au Kosovo et qui ne manqua pas d'engendrer des tensions supplémentaires. Nouvel exemple de la perversité du référendum d'initiative populaire !

Il faut le dire haut et fort, et seuls les anarchistes peuvent impulser cette vérité, ce n'est pas la démocratie ou l'indépendance des peuples qui sont bafouées en

Yougoslavie : c'est bien le système démocratique, avec sa délégation parlementaire, sa démagogie électorale, son hypocrisie meurtrière, c'est bien le principe d'indépendance avec sa haine nationaliste, chauvine, religieuse ou ethnique, qui sont précisément responsables des maux dont souffre le peuple yougoslave laminé par la dictature titiste, rongé par le profit capitaliste et aveuglé par le mirage occidental. L'une des premières tâches pour contrecarrer ces horreurs, ce sera de boycotter l'hypocrite référendum sur la cynique Europe.

Philippe Pelletier
(gr. FA Nestor-Makhno -
Saint-Etienne)

(1) Snjezana Mrjden : Communiqué au colloque Europolis, Nantes, septembre 1991.

(2) Ifri : *Europe de l'Est : une revanche de Dieu ?*, Ramsès 92, Paris, Dunod, p. 321-336.

(3) Catherine Lutard : « Equilibre précaire en Bosnie-Herzégovine », *le Monde diplomatique*, février 1992.

(4) cf. les articles d'Ivan Tomic ML n° 854, n° 858, n° 861, n° 878 ; cf. aussi ML n° 840, 848 et 871.

(5) Milos Vasic : « Les fabricants d'armes allemands alimentent le conflit yougoslave », *Courrier International*, n° 66, 1991.

(6) Michel Roux : « La question nationale en Yougoslavie », *Hérodote*, n° 58-59, 1990.

HOMMAGE

Nicolas Faucier dans la mêlée sociale

A PRES Paul Lapeyre, Maurice Laisant et Maurice Joyeux l'an dernier, nous avons appris la disparition de Nicolas Faucier, le samedi 20 juin.

Né avec le siècle, Nicolas Faucier a combattu toute sa vie pour son idéal : la construction d'un monde égalitaire et sans violences.

L'itinéraire de ce compagnon est commun à celui de bien d'autres camarades des années 20 qui ont combattu tout à la fois le capitalisme, le fascisme et les autoritaires du marxisme.

Originaire d'Orléans, il connaîtra dès l'âge de douze ans la dure condition ouvrière du début du siècle (le travail de nuit, les journées de douze heures, les semaines de plus de cinquante heures...).

Pendant la Première Guerre mondiale, il s'engage dans la Royale pour échapper à la boucherie du front. Embarqué sur *La Lorraine*, il fraternise avec les mutins de la mer Noire.

Démobilisé, il se retrouve ajusteur à Argenteuil. C'est en 1923 qu'il adhère aux idées libertaires. Délégué d'atelier chez Renault, il se retrouve licencié pour fait de grève. Devenu entre-temps camelot, il retrouve, en 1927, administrateur du *Libertaire* et gérant de la Librairie sociale. Par la suite, avec René Boucher (son futur beau-frère), ancien secrétaire du Syndicat des correcteurs de la presse parisienne, il s'investira dans le soutien à Sacco et Vanzetti.

Le siège de la librairie sera l'occasion pour lui d'y rencontrer les pros crits de la révolution bolchevique : Lazarévitch, Victor Serge, Nestor Makhno. Le comité d'entraide, mis en place pour subvenir aux besoins de Makhno,

était tenu par Alice, sa future compagne.

Militant à l'Union anarchiste, il se situait dans la tendance des plateformistes. Néanmoins, il n'hésita pas, par la suite, à renouer contact avec les synthésistes tels Louis Lecoin et Sébastien Faure.

Devenu, depuis, correcteur de presse, il s'engagera pleinement contre la scission du mouvement syndical (CGT et CGT-U), survenu en 1921. Il côtoiera, à l'époque, des syndicalistes révolutionnaires de la Révolution prolétarienne.

Les grèves de 1936 lui donnèrent l'occasion de mettre en exergue dans *le Libertaire* les valeurs de l'action directe et de dénoncer en même temps la mascarade des promesses électorales.

Anarchiste de terrain, il fut avec Lecoin l'un des principaux instigateurs des comités Espagne libre et des sections de la Solidarité internationale antifasciste (SIA), en relation directe avec les compagnons de la CNT-FAI en lutte contre le franquisme en Espagne.

En septembre 1938, il signe, avec Lecoin, une déclaration dans laquelle tous deux refusent de répondre à un éventuel ordre de mobilisation. Cette déclaration et la rédaction du tract *Paix immédiate* leur vaudra d'être arrêtés et emprisonnés sous le régime de Vichy. Il s'évadera quelque quatre ans plus tard pour rejoindre sa compagne gravement malade.

La Libération survenue, il poursuit son action syndicale et pacifiste. Il se retrouve à nouveau au côté de Lecoin (ce dernier, alors âgé de 74 ans, entamera une grève de la faim en 1962 pour arracher le statut des objecteurs de conscience). Par la suite, il fréquente nombre de

mouvements pacifistes et non-violents, notamment l'équipe du *Réfractaire*, animée par May Piquerey.

Alors en retraite, Nicolas Faucier vient s'établir à Saint-Nazaire, en 1968. Le poids des ans n'entamera pas ses convictions puisque, outre une collaboration active avec les journaux libertaires, il publiera au fil des ans *Les Ouvriers de Saint-Nazaire, Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres, Dans la mêlée sociale...*

Dernièrement, sur le plan local, nous le revîmes à la tête d'un collectif contre la répression en Chine, en 1989. Plus récemment, la guerre du Golfe, en janvier 1991, le verra s'exprimer dans les assemblées générales du Collectif contre la guerre, en tant que représentant du groupe nazairien de la Libre-Pensée. Au cour de ces réunions, il exhorta les organisations syndicales à s'unir contre les hostilités, selon les principes de l'internationalisme prolétarien.

Récemment encore, Nicolas Faucier se confiait dans la presse locale : « A 90 ans passés, je pourrais me dire que je n'ai pas grand chose à espérer. Mais je n'en ai pas le droit, car d'autres reprendront le flambeau [...]. Le monde d'aujourd'hui ne porte pas à l'optimisme. Malgré tout, pour moi, la révolution libertaire n'est pas une vieille lune [...], il faut se battre car le combat est de tous les jours. Je me battraï jusqu'à mon dernier souffle [...]. Sans prétention, je crois que j'ai fait ce que j'ai pu, et je ne regrette rien de ce que j'ai fait ».

Nicolas Faucier a fait don de son corps à la faculté de médecine de Nantes.
Gaëtan Moyon (FA - Saint-Nazaire)

BASQUES

Le droit d'asile remis en cause

Cet été, la police française n'a pas chômé. Sous prétexte d'en finir avec les militants basques de l'ETA, elle a mené rondement perquisitions et arrestations. Ecologistes, militants associatifs, anarchistes, celles et ceux qui pratiquent encore l'hospitalité n'ont pas été épargnés. A Nantes, Bordeaux, en Vendée, le droit d'asile a été plutôt malmené. Déclaration.

Faut-il, avant d'inviter quelqu'un à sa table, à monter dans sa voiture ou avant de lui offrir l'hospitalité, s'arroger des pouvoirs de police, lui demander ses papiers, vérifier qu'il est en règle, surveiller ses relations et amis, exiger un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois ?

Parce qu'ils auraient connu ou hébergé des Basques, des Vendéens et une Nantaise ont été arrêtés, deux d'entre eux sont encore incarcérés à la prison de la Santé, et une est en garde à vue. Leur arrestation et leur détention ont aujourd'hui des conséquences morales, professionnelles et financières graves.

Que reproche-t-on à ces hommes et femmes, sinon d'avoir répondu au devoir de solidarité envers d'autres hommes et femmes ayant fui leur pays pour raisons politiques et pour échapper aux persécutions ?

Doit-on les traiter comme des criminels, les jeter en prison parce qu'ils n'ont pas tourné le dos aux problèmes d'autrui, parce qu'ils entendent défendre le droit d'asile ?

En fait ces arrestations, en Vendée comme à Nantes, soulignent une nouvelle fois la remise en cause de ce droit théorique garanti par le régime démocratique français. Elles le remettent en cause d'autant plus qu'il s'agit de criminaliser des personnes qui auraient hébergé des réfugiés.

On assiste actuellement à une série de mesures, prises dans le cadre de

l'Europe et des accords de Schengen qui conduisent à réduire à néant la tradition de l'asile en France.

Il s'agit :
— de mesures empêchant les réfugiés de quitter leur pays.
— de mesures pénalisant les transporteurs de demandeurs d'asile.
— de la création (le 6 juillet 1992) des « zones d'attente des ports et aéroports ».

— de l'interdiction du droit au travail pour les demandeurs d'asile.
— du refus systématique du statut de réfugié par l'OFPPA et la Commission de recours.

— de la campagne visant à assimiler réfugiés politiques et immigrants économiques.

L'arrestation et la criminalisation de ceux qui hébergent et soutiennent les demandeurs d'asile déboutés et les réfugiés bouclent le cercle. Aujourd'hui, l'Etat réprime les gens qui hébergeraient des Basques, demain à qui le tour ?

Pour le comité, héberger des demandeurs d'asile déboutés ou des réfugiés, qu'ils soient basques ou non, est légitime.

Le comité de soutien exige la libération immédiate des personnes incarcérées ou en garde à vue, l'abandon des poursuites contre des gens connus pour leurs idées pacifistes, humanitaires et leur attachement au droit d'asile.

Pour subvenir aux frais financiers très importants (frais de justice et d'avocats, courrier, diffusion de l'information, soutien aux familles), un fonds de solidarité est ouvert.

Le comité de soutien nantais aux inculpés du droit d'asile

N. B. : Comité de soutien nantais aux inculpés du droit d'asile : 17, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes. N° de compte du comité : Crédit agricole : 03 67 74 81 000 Nantes.

Nouvelles du front

LLUIS LLACH S'AUTO-INCULPE

Qui ne connaît pas Lluís Llach, en France ? Ce chanteur catalan, depuis longtemps, a dépassé les frontières ! Mais, si on se souvient de son militantisme anti-franquiste, on connaît moins ses engagements politiques, aujourd'hui. Surtout lorsqu'ils touchent à l'armée ou à l'insoumission ! C'est ainsi qu'au mois de juin, Lluís Llach s'est « auto-incipulé » d'incitation à l'insoumission, en solidarité avec un insoumis au service militaire, Anselm Diaz. Devant le tribunal de Gironne, en Catalogne, Lluís Llach a déclaré qu'il avait incité le jeune insoumis à être fidèle à ses idées, comme il le dit lui-même « publiquement depuis trois ans ». Le chanteur catalan a ensuite ajouté : « Si Anselm est un délinquant, moi aussi je suis un

délinquant. Et s'il est condamné, moi qui l'encourage, je dois l'être également ; parce que je suis son complice et que je suis heureux de l'être ».

« Parce que tu sais ni ne veux apprendre la terreur, parce que tu ne sens ni ne crois à la haine dans tes projets d'amour, parce que tu n'es pas la ferraille d'un robot assassin... [...]

Je t'aime ainsi, insoumis aux armes, je t'aime ainsi quand ton courage l'empêche de soumettre qui que ce soit. » [...]

C'est par ces paroles que Lluís Llach, en effet, depuis trois ans, termine presque chacun de ses concerts, dans cette chanson appelée *Insubmis* (« Insoumis »).

Ytak
(info tirée de *El punt de Perpinya*, juin 1992)

Associations

ALAF

L'Association libertaire des antifascistes organise des permanences au Centre socio-culturel de Sarrebourg le premier et dernier samedi de chaque mois, de 14 h à 17 h, salle n° 14.

ALAF c/o FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

SCALP

Jean-Louis Dion, militant antifasciste du SCALP, condamné en septembre 1991 pour des motifs fallacieux à trois mois de prison fermes par le tribunal correctionnel de Tours, passera en appel à Orléans le 16 octobre 1992 après que son procès ait été plusieurs fois repoussé. Les personnes qui veulent le soutenir peuvent contacter son comité de soutien (CNT, FA, LCR SCALP et ADEL) ou se rendre à l'audience de son procès. Comité de soutien à Jean-Louis Dion c/o CNT, BP 1303, 37013 Tours cedex.

Communiqué

La Fédération anarchiste affirme son soutien à Quillan Cavetarra et Marie-Claude Thaller qui se retrouvent aujourd'hui incarcérés pour avoir *Peut-être* hébergé ou aidé à l'hébergement de militants politiques basques.

Nous nous indignons du fait que l'on puisse aujourd'hui être emprisonné en France, sur le simple fait d'être soupçonné d'avoir pu offrir asile à une personne qui se trouve contrainte à chercher refuge dans un autre pays que le sien pour des raisons politiques.

Signalons qu'actuellement une centaine de personnes se trouvent emprisonnées en France simplement parce que soupçonnées d'avoir pu aider à trouver asile à des militants basques ! Une pétition, dont l'initiateur est M^{re} Denis Langlois, a déjà été signée par de nombreuses personnalités tant françaises qu'internationales.

Nous dénonçons la répression et les tentatives de criminalisation qui visent et frappent toutes les personnes qui, pour des raisons humanitaires ou politiques, ont pu être amenées à offrir asile à des réfugiés.

Nous exigeons la libération immédiate de Quillan Cavetarra et Marie-Claude Thaller.

Vous pouvez écrire à Quillan Cavetarra, 213831 A Tripal D3, Cellule D 206, allée des Peupliers, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Contactez les comités de soutien aux inculpés du droit d'asile au : 6, rue Saint-François, 33000 Bordeaux. Tél. : (16) 56.92.17.78.

Relations extérieures de la FA

ANARCHO-SYNDICALISME

« Souvenirs d'un rebelle »

André Bösinger, éd. Canevas

Quel drôle de citoyen... helvétique, cet André Bösinger ! Peu conforme à l'image stéréotypée que l'on se fait de nos voisins d'outre-Léman : banquiers ou, à la rigueur, employés de banque ; respectueux des lois et règlements ; adulateurs d'une neutralité souvent hypocrite. Non, rien de tout cela chez ce réfractaire : travailleur du bâtiment, aimant le bel ouvrage et sachant tout faire, anarcho-syndicaliste, antimilitariste et résistant, cofondateur du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA).

Né en 1913 dans un village du Jura bernois, d'un père protestant, idéaliste, paysan-ouvrier, et d'une mère catholique « ayant les pieds sur terre », il se découvre très tôt révolté et ne croyant « ni en Dieu ni au diable ». A 15 ans, c'est l'usine et certains ouvriers qui se souviennent de la Fédération jurassienne de la Première Internationale. A baigner dans ces souvenirs de Saint-Mier, il ne peut qu'adhérer au syndicat Fédération ouvrière du bois et du bâtiment, ainsi qu'au groupe anarchiste de Genève. Rapidement il participera aux activités de la Ligue d'action du bâtiment (LAB) et se liera avec les grands noms de l'anarchisme suisse de ce siècle : Louis Berton (infatigable rédacteur du *Réveil anarchiste*) et Lucien Tronchet.

Le rôle de la LAB était de faire respecter les conventions collectives aux patrons quelque peu récalcitrants. Après avertissements « courtois » mais fermes, l'entreprise en infraction connaissait soudainement maints avatars : production sabotée, avaries de machines, et parfois incendies... jusqu'à ce que le patron reconnaisse le bien-fondé d'une attitude plus « conventionnelle ». Cette ligue intervenait également lors de saisies ou d'expulsions de chômeurs et plusieurs camions de déménagement se retrouvèrent ainsi les quatre roues en l'air ou flottant dans le Rhône !

Le 9 novembre 1932, André Bösinger assista avec plusieurs milliers de personnes à une manifestation antifasciste où l'armée suisse se montra digne de sa mission : les militaires-citoyens tirèrent dans la foule et tuèrent treize manifestants, en blessant une centaine d'autres. Décevant, il ne pouvait accomplir son service et cela lui coûta deux ans de prison avant d'« être expulsé » de l'armée. Puis, c'est l'aide aux compagnons espagnols, humanitaire certes, mais aussi pour leur procurer en contrebande armes et munitions.

Seul ou collectivement, il n'hésite jamais à réagir pour faire respecter les droits des travailleurs, même et surtout lorsque des entreprises suisses sont militarisées pour construire des fortifications pendant la Seconde Guerre mondiale. Réduit au chômage pour ses activités syndicales, le braconnage (qu'il pratiqua tout gosse) lui apportera de quoi nourrir sa famille et lui permettra d'acquiescer une expérience vite mise à profit pour participer au ravitaillement en matériel des maquis français en lutte contre l'occupant nazi.

Après la guerre, il assista avec tristesse au reniement de Lucien Tronchet qui ira faire carrière au Parti socialiste, entraînant avec lui nombre de militants syndicalistes et anarchistes, détruisant par contre-coup toute l'aile combattante du mouvement. Son témoignage, à ce sujet, est extrêmement précieux.

Toujours solidaire avec ceux qui luttent pour leur émancipation, il permettra à nombre de militants algériens et réfractaires français de passer la frontière. Ses espoirs d'une nouvelle Algérie plus fraternelle et plus égalitaire seront déçus : les quelques collectivités et expériences autogestionnaires, trop autonomes aux yeux du nouveau pouvoir, seront réduites à néant et les opposants réprimés féroceement, ou purement liquidés.

Un proverbe africain dit en substance que lorsqu'un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui disparaît. A ce titre, les *Souvenirs d'un rebelle* (1) remplissent bien leur rôle et nous font connaître une période de notre histoire « où il fallait beaucoup lutter pour défendre sa dignité, pour rester soi-même et confirmer la validité de l'idéal libertaire ». Parfois nostalgique, André Bösinger n'est jamais amer ni déçu et nous offre une belle leçon : « J'ai vécu heureux toute ma vie et le serai jusqu'au bout, car elle a toujours eu un sens qui ne m'a jamais échappé ».

Pascal Bedos

(1) André Bösinger, *Souvenirs d'un rebelle*, Canevas éditeur, 136 pp (neuf illustrations), 96 F, en vente à la librairie du Monde Libertaire.

PARIS

Le Dejazet ne sera plus libertaire

L'équipe du Théâtre libertaire de Paris, le TLP-Dejazet, a été contrainte de quitter son théâtre à l'italienne de la place de la République, en juillet, ceci en raison d'un non-renouvellement de bail de la part de la société SEDAC, propriétaire du lieu.

Mais d'ores et déjà, on peut vous assurer que les grandes productions de la rentrée sont maintenues : soirées flamenco avec Javier Baron, le 21 septembre ; Juana Amava, le 28 septembre et enfin Javier Latorre, le 5 octobre, au Trianon (80 boulevard Rochechouard (M° Anvers), 75018 Paris. Tél. : 46.06.63.66) et gala Léo Ferré, au Grand Rex, du 18 au 24 novembre. Il est à préciser que, désormais, tout renseignement pourra être obtenu auprès de la caissière du Trianon, membre de l'équipe du TLP.

Pour soutenir l'équipe du TLP, des pin's et des photos du gala de Léo Ferré, qui s'est déroulé en juin 1991 au Palais des Sports à l'occasion des dix ans de Radio Libertaire, sont en vente à la librairie du Monde Libertaire.

Ciné sélection

Toiles en stock

Après de courtes vacances, l'équipe de « Fondu au noir » reprend la plume dans les colonnes du *Monde Libertaire*. Avant nos articles hebdomadaires, qui seront plus beaux et plus riches que la saison dernière, un point d'actualité s'annonce primordial.

La rentrée cinématographique sera riche, diverse et, n'en doutons guère, passionnante.

Tout d'abord, avec trois rétrospectives des œuvres de cinéastes majeurs : Satyajit Ray, Georges Franju et Michelangelo Antonioni.

Un premier conseil : avec la fermeture des salles, qui continue sournoisement, il vous faut impérativement voir ces films. Ils nous éclairent sur le cinéma qui est produit aujourd'hui.

Satyajit Ray sera à l'honneur, puisqu'un livre lui est consacré, et sortira vers le mois d'octobre ; mais déjà ses dernières images sont à l'affiche avec *Agantuk*, le visiteur.

Puis viennent ensuite des nouveautés qui feront le menu des mois à venir : *Leolo* de Jean-Claude Lauzon ; *Le Chêne* de Pintilie, *Unforgiven*, le nouveau western de Clint Eastwood ; *Reservoirs dogs* de Quentin Tarantino, un policier prometteur ; *Bhumika*, mélodrame indien de 1977, signé Shyam Benegal (une rareté, mais aussi un très grand film, auquel nous consacrerons un papier) ; *Le Coup de foudre* de Rudolf Thome ; *Lois du Brésil* de Tilly ; *Antigone* de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub, cinéastes purs et sans reproches ; mais

aussi une reprise de Luis Bunuel, qui mériterait, lui aussi, une intégrale de ses films. *Viridiana* nous montrera l'importance de l'absence de cet auteur capital, voire essentiel ! Ce premier aperçu pourrait se poursuivre indéfiniment. Des oublis se sont glissés ça et là, mais ils seront comblés sur la bande FM, car depuis 1988 l'émission « Fondu au noir » est présente sur la plus libre des radios : Radio Libertaire, et ceci à raison d'un dimanche sur deux, entre 16 h et 18 h. Notre émission de rentrée se déroulera le dimanche 20 septembre, avec toute l'équipe : Laura, Sophie, Jack L. et Salim.

A bientôt.

L'équipe de « Fondu au noir »

« Mots et Musiques » & Radio Libertaire présentent Marc Robine et le groupe Long Courrier lundi 21 septembre - 20 h 30.

Marins sur terre Serge Utgé-Royo Jacques-Yvan Duchesne lundi 28 septembre - 20 h 30

Théâtre Clavel 3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 Paris. Tél. : 42.38.22.58 Prix des places : 70 F & 90 F Réservations au : 43.84.70.04.

« Tribuna latino-americana » Radio Libertaire (89.4 FM) dimanche 13 septembre 18 h - 20 h « D'hier à aujourd'hui : les droits de l'homme au Chili »

« Un Autre futur » Maison de l'image de la Vieille-Charité (MARSEILLE) 18, 22 & 26 septembre 1992

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Marseille, conjointement avec la Maison de l'image de la Vieille-Charité, organise, dans le cadre de la semaine du cinéma catalan, les 18 et 22 septembre à 21 h et le 26 septembre à 14 h 30, la projection du film « Un Autre futur » (sur l'anarcho-syndicalisme). Le 26 septembre, un débat aura lieu à la fin de la projection.

Radio Libertaire communique

Chères auditrices, chers auditeurs,

Comme vous l'avez certainement constaté, Radio Libertaire, pour des raisons techniques, a de plus en plus de mal à se faire entendre sur Paris et sa banlieue.

Nous avons eu de nombreuses pannes, et nous utilisons actuellement un émetteur prêté... un vieil émetteur qui ne nous permet pas d'être reçus partout.

Le secrétariat de Radio Libertaire envisage donc d'en acheter un neuf. Mais pour cela, nous devons réunir la somme de 250 000 F, et nous sommes une nouvelle fois obligés de faire appel à vous en lançant une souscription.

Vous comprendrez certainement l'importance pour Radio Libertaire de se doter de cet outil vital pour que notre moyen d'expression et nos espoirs libertaires puissent se développer.

Si vous en êtes d'accord, nous vous proposons de détacher le « bulletin » ci-dessous et de nous l'adresser avec votre chèque (libellé à l'ordre de DMC) à : Radio Libertaire, DMC, 145, rue Amelot, 75011 Paris (un reçu vous sera adressé, si vous le souhaitez).

Je participe à la souscription pour l'achat d'un émetteur pour Radio Libertaire :

— Nom : Prénom :

— Adresse :

— Code Postal : Ville :

— Je désire un reçu

— Je ne désire pas de reçu

ROSTOCK

Halte aux pogroms

Depuis le samedi 22 août, Rostock-Lichtenhagen (dans l'est de l'Allemagne) est le théâtre d'attaques violentes contre un foyer de demandeurs d'asile. Ces attaques menées par des groupes de jeunes néo-nazis se sont déroulées avec la complicité d'une partie des habitants des cités du voisinage, dans une impunité totale, du moins dans les premiers temps. Depuis le mercredi 19, l'attaque de ce foyer de demandeurs d'asile était annoncée dans la presse, ce que ne pouvaient ignorer les responsables politiques.

L'attitude fut très différente à l'égard des manifestants antifascistes. En effet, les personnes qui ont manifesté le samedi 22 contre ces violences racistes ont été arrêtées par la police ; les médias tentant de les criminaliser en parlant d'autonomes ayant voulu attaquer la police.

En France, comme en Allemagne, c'est la fin de l'ère de mauvaise conscience historique, héritée de la barbarie du deuxième conflit mondial. L'Europe est en proie à une vague de nationalisme et de racisme, et dans certains pays on s'attaque maintenant aux réfugiés et aux immigrés comme dans les années 30 on s'attaquait aux Juifs et aux Tziganes.

Au lieu de se préoccuper des problèmes de d'exclusion et de la violence raciste, le gouvernement allemand préfère s'en prendre aux victimes, en voulant restreindre le droit d'asile en Allemagne, avec la complicité des sociaux-démocrates, tout en mettant en scène médiatiquement les attaques des réfugiés.

Au moment où on nous parle d'une Europe ouverte, généreuse, pacifique... on nous prépare en fait une Europe forteresse, blanche, génitrice d'exclusion.

Face à cette situation, nous appelons à la vigilance et à la riposte en solidarité avec les boucs émissaires du racisme. Nous exigeons la libération de tous les militants antifascistes allemands et l'abandon de toute poursuite contre eux ; le droit pour les réfugiés et les immigrés de vivre dans des conditions humaines ; l'abandon de tout projet de restriction du droit d'asile en Allemagne, comme en Europe.

En matière de riposte, à Paris, le samedi 29 août, à 15 h, s'est tenu un rassemblement devant l'ambassade d'Allemagne.

Réflex/Fédération anarchiste

PARUTIONS

PIN'S

Le groupe Henry-Poullaille de Saint-Denis met en vente un pin's trois couleurs (noir, blanc et rouge), Anarch'os. Prix : 20 F (chèque à l'ordre de Publico). A commander à la librairie du Monde Libertaire.



DU DIVORCE À LA CLASSE OUVRIÈRE

L'histoire analysée au travers de la vie quotidienne

QUE tous ceux qu'une certaine histoire exaspère, cette histoire qui prend pour objet d'étude les « grands » de ce monde et se limite à cela ou peu s'en faut, observent avec attention quelques ouvrages récemment publiés. Ils verront que des historiens peuvent aussi s'intéresser aux faits de la vie quotidienne, la nôtre, faits moins sanglants mais non moins passionnants que les guerres et autres étripages qui parsèment les cours des siècles.

Dans *Les Divorciaires* (Aubier), par exemple, Francis Ronsin relate les « affrontements politiques » et les « conceptions du mariage dans la France du XIX^e siècle ». L'auteur, qui avait déjà signé un ouvrage sur *La Grève des ventres*, en 1980 (Aubier) et, il y a deux ans, en compagnie de Roger-Henri Guerrand, un remarquable essai sur Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances, *Le Sexe apprivoisé* (La Découverte), analyse ici l'évolution des lois et des mœurs concernant la cruciale question du divorce (eh oui ! longtemps cruciale en France et il y a peu en Italie, où le vote d'une loi sur le divorce a divisé en deux le pays). Les lecteurs découvriront que les plus vivement opposés à toute mesure de libéralisation n'étaient pas forcément les hommes politiques classés à droite.

C'est Proudhon, dont la misogynie est connue, qui estime ainsi que, « pour la femme, la liberté et le bien-être consistent uniquement dans le mariage, la maternité, les

soins domestiques, la fidélité de l'époux, la chasteté et la retraite. » Citation à sortir à la fin des repas de famille, les rires gras fuseront !

Autorisé définitivement (« du moins à l'heure où ce livre est publié », prévient l'auteur dans son introduction) en 1884, en France, le divorce demeure, comme l'avortement ou la contraception, un droit susceptible d'être un jour remis en cause. Les apprentis

qui collectionnaient les maladies dans des logements dépourvus de toute commodité n'étaient, bien entendu, jamais consultés.

Au fait, les ouvriers, qui sont-ils, où sont-ils, que deviennent-ils ? Existes-ils encore aujourd'hui, alors que les journées de grève annuelles sont en constante diminution, que de moins en moins de revendications sont (ou

une classe populaire hétéroclite bien plus qu'une classe ouvrière. »

Parmi les autres auteurs, citons François Bon, Didier Daeninckx ou Michel Ragon.

Et puis signalons, pour conclure, que la revue *Gavroche* (1) a pour ambition, précisément et à l'instar des ouvrages que nous venons de citer, de présenter l'histoire au travers de la vie quotidienne de personnages qui ne sont ni rois ni empereurs. Une initiative à soutenir, assurément, d'autant plus que cette revue, sans publicité, revendique fièrement son indépendance et ne reçoit pas de subventions.

Thierry Maricourt

« Les familles ouvrières qui collectionnaient les maladies dans des logements dépourvus de toute commodité n'étaient, bien entendu, jamais consultés. »

dictateurs se sont toujours efforcés d'en atténuer la portée, et la lecture du programme du Front national, par exemple, est, à propos de tout ce qui relève de près ou de loin au diabolique « sexe », fort explicite.

Roger-Henri Guerrand consacre, lui, son nouvel ouvrage à un autre aspect de la vie quotidienne : celui des *Mœurs citadines* (Quai Voltaire). Sous-titré *Histoire de la culture urbaine aux XIX^e et XX^e siècles*, ce livre abonde en renseignements sur les petites joies et les grands inconforts d'une époque pas si lointaine : quand l'installation du tout-à-l'égout dans Paris, par exemple, soulevait l'indignation des propriétaires, ces fameux « vautours » qui voyaient là prétexte à l'augmentation de leurs impôts. Même chose pour l'eau courante. Les familles ouvrières

semblent) émises ? Voici quelques-unes des questions que posent les auteurs d'un numéro de la revue *Autrement*, intitulé *Ouvriers, ouvrières : un continent morcelé et silencieux*. La fin de l'homogénéité de la classe ouvrière, sans condamner celle-ci à la disparition pure et simple, ne la contraint-elle pas toutefois à renoncer à son rôle hier prépondérant ?

« La destruction des quartiers ouvriers traditionnels et leur remplacement par l'univers des grands ensembles entraînent la fin des communautés ouvrières », remarque François Dubet. « ... Or les grands ensembles ne sont plus des unités ouvrières. Là se croisent des populations hétérogènes : des jeunes ménages en attente de jours meilleurs, des employés en copropriété, des immigrés qui accèdent au logement social, des cas sociaux et des pauvres [...]. Il y a

(1) *Gavroche*, BP 872, 27008 Evreux cedex ; abonnement : 150 F par an.

Nouveaux horaires d'ouverture de la librairie du Monde Libertaire.

Du lundi au vendredi :
14 h - 19 h 30,
samedi : 10 h - 20 h
(sans interruption).

Le Monde Libertaire
145, rue Amelot
(M^o Oberkampf),
75011 Paris.
Tél. : 48.05.34.08.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Maas... triche : l'Europe des riches (suite p. 3), Le merdier Yougoslave (suite p. 3), Editio : Vote aveugle.

PAGE 2 : La substance la plus polluante de la planète : l'inégalité.

PAGE 3 : Maas... triche : l'Europe des riches (suite de la « une »), Travail de nuit : L'Europe ordonne..., Rendez-vous, Cette Europe ne nous concerne pas.

PAGE 4 : L'Internationale indienne.

PAGE 5 : Le merdier yougoslave (suite de la « une »).

PAGE 6 : Nicolas Faucier dans la mée sociale, Le droit d'asile remis en cause, Communiqué FA Nouvelles du front, Associations.

PAGE 7 : André Bösinger... « Souvenirs d'un rebelle », Toiles en stock, Le Dejazet ne sera plus libertaire, Radio Libertaire communique.

PAGE 8 : L'histoire analysée au travers de la vie quotidienne, Halte aux pogroms, Le dessin de la semaine, Infos FA.

Le dessin de la semaine

MOÏSÉ SÉPARANT LA MER EN DEUX...

